

# Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG  
9 mars 2020 > n° 39 • 1,50 € • ISSN 2268-7602



## L'Eurométropole taille ses emplois

Externalisation, réorganisation,  
suppression de postes : depuis 2014,  
les effectifs ont diminué de près de 300

Société : les cantines mettent le végé dans les plats p. 6-7

# Elsau : associer le collège au quartier

Le collège Hans-Arp s'appuie depuis septembre 2019 sur le label Cité éducative pour améliorer le travail en réseau avec les acteurs sociaux et culturels.



Eva Moysan / Citej

Le nouveau label Cité éducative va-t-il enfin changer la donne au collège Hans-Arp du quartier de l'Elsau ? Déjà classé REP+ (Réseau d'éducation prioritaire), il dispose à ce titre de moyens financiers supplémentaires et de classes à effectifs réduits. Pourtant, l'établissement affiche l'un des plus bas taux de réussite du brevet à Strasbourg (75% en moyenne de 2016 à 2018). Dans son diagnostic REP+ 2016-2017, l'Académie de Strasbourg a également souligné le manque de mixité sociale en son sein. Le label Cité éducative, qui est l'une des seules mesures retenues du rapport Borloo de 2018 sur les quartiers, vise, cette fois, à renforcer le suivi extrascolaire des enfants. La méthode : faire travailler le collège avec les acteurs sociaux et culturels. Il s'articulera aussi avec le dispositif Quartier prioritaire de la ville, dont bénéficie déjà l'Elsau depuis 2015. Malgré quelques réserves, le nouveau label motive les associations, qui se sentaient un peu abandonnées dans ce quartier.

## Une longue mise en place

« Je sens une volonté politique de traiter des quartiers autrement », a

■ Environ 620 élèves sont scolarisés au collège Hans-Arp.

2 quartiers sont rassemblés sous le label Cité éducative à Strasbourg.

80

Le nombre de cités éducatives en France.

réagi Mohamed Tahiri, directeur de l'association Nadi Chaabi Maison des familles. Mais, pour cet homme engagé depuis longtemps auprès des parents du quartier, « c'est un énième projet » qui peine à se concrétiser. Plusieurs réunions se sont tenues, menées par Michèle Steible, principale du collège Hans-Arp. Cette dernière n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet. De nombreux acteurs du quartier y ont participé, sans y voir plus clair. « Le centre socio-culturel va être associé, c'est sûr. Mais sous quelle forme, je ne sais pas, ça reste très flou », note sa directrice, Pierrette Schmitt.

Une première dotation financière a été débloquée, à hauteur de « 45 000 euros, sur les 100 000 prévus pour le label Cité éducative à Strasbourg », précise Nadia Idiri, sous-préfète chargée de la politique de la ville. Cette somme globale couvre les quartiers de l'Elsau (collège Hans-Arp) et de Neuhof-Meinau (collèges Solignac et Lezay-Marnésia). Un découpage surprenant pour Mireille Desplats, présidente de l'association Troc Savoirs. Elle regrette que le quartier de la Montagne-Verte, où son local est situé, ne soit pas associé à l'opération. « Certains élèves du collège

Hans-Arp y habitent » et risquent donc d'être en partie exclus du dispositif, craint-elle.

## Projets en attente de validation

L'argent agira comme « un levier pour mettre en place un certain nombre d'actions qui vont avoir un impact réel et concret dans la vie des enfants de ce quartier », espère Nadia Idiri. L'association Troc Savoirs prévoit, par exemple, de lancer un concours Passeur de savoirs. Chaque participant devra apprendre et transmettre le plus de compétences, qui vont de cours de bricolage à l'initiation d'une langue étrangère. Il va permettre « des rencontres entre habitants, car chacun a quelque chose à apprendre de l'autre », développe Mireille Desplats. Ce projet pourrait s'inscrire dans le cadre de la Cité éducative. La présidente de Troc Savoirs a demandé que le collège incite ses élèves à y participer.

Au sein de l'Elsau, des actions en faveur de la mixité, de l'environnement ou du sport se mettent en place. Le centre socio-culturel a proposé, par exemple, un projet d'exposition itinérante sur les dangers des stupéfiants et le narcotrafic, avec l'intervention d'éducateurs et de personnels de santé. Ces différentes initiatives, qui pourraient être chapeautées par la Cité éducative, sont en attente de validation.

« L'important est que chacun apporte sa pierre. La Cité éducative permet de travailler collectivement, de mutualiser les outils et de s'entraider pour élaborer des projets ensemble », explique Mohamed Tahiri. Un projet éducatif de plus, mais qui au moins suscite l'intérêt des associations de l'Elsau qui se sentent, pour une fois, soutenues dans leurs actions.

Eva Moysan  
Cyrielle Thevenin

# Hautepierre : l'art passe entre les mailles

*L'association Horizome initie chaque année des résidences d'artistes dans ce quartier défavorisé. Objectif : ouvrir ses habitants sur l'art et favoriser les échanges.*

**P**ascal, Tarik, Hanin et Fatma tracent minutieusement des arabesques sur leurs feuilles. Autour de la table, Ayman Hazzouri conseille ses quatre élèves qui ont entre 28 et 49 ans. Ce calligraphe, installé à Cronenbourg, donne des cours tous les samedis dans les locaux de Horizome, situés au 67 avenue Racine à Hautepierre. Il poursuit ainsi une présence dans le quartier entamée en 2017 à l'occasion d'une résidence artistique organisée par l'association. Ayman Hazzouri a gardé des liens étroits avec le quartier. « *Ma résidence s'est faite en juillet et août. J'avais envoyé un dossier à l'association après un appel à candidature, et j'ai été sélectionné* », se souvient-il. Comme lui, treize autres artistes se sont succédés pour réaliser leurs projets artistiques en résidence depuis les débuts de Horizome en 2009.

## Briser l'image de quartier enclavé

Tous ont été choisis parce que « *leurs œuvres, leurs performances sont en rapport avec le quartier et ses habitants* », explique Laurine Sandoval, coordinatrice générale de l'association. Composée d'artistes et de chercheurs en sciences sociales et urbanisme, Horizome souhaite briser l'image de quartier enclavé qui colle à Hautepierre, en impliquant ses habitants. Les résidences artistiques se sont imposées comme l'un de ses principaux leviers d'actions. L'objectif est de « *valoriser la culture du quartier et de faire découvrir aux habitants d'autres pratiques venues d'ailleurs. L'art n'est qu'un prétexte pour échanger, se rencontrer* », souligne Grégoire Zabé, designer et artiste membre de Horizome. « *L'idée n'est pas de faire une œuvre pour faire une œuvre* », renchérit Laurine Sandoval. Les initiatives menées avec les habitants permettraient même de les « *arracher à l'inaction qui crée*

*la violence* », selon Rossella Piccinno, artiste italienne en résidence en 2012. Le scénographe David Séchaud, de la compagnie Placement Libre, en résidence en 2019, n'est pas de cet avis : « *Je ne pense pas que l'art soit un moyen d'évangéliser les quartiers. Horizome souffre de ne pas y arriver.* » Les jeunes sont par ailleurs peu réceptifs aux projets artistiques proposés. « *On a envie de leur dire de participer mais ils préféreraient rester en retrait et critiquer. Il y a un manque de médiation* », déplore-t-il.

## Des résidences de deux mois

Si plusieurs formats de résidence ont été testés, les artistes ont toujours peu de temps pour nouer des relations avec les habitants des mailles. Et la durée actuelle de deux mois limite l'ambition des projets. Le collectif La Meute, en résidence en 2018, a dû changer son idée de départ. L'annuaire des « savoir-faire » de Hautepierre initialement envisagé a laissé place à une imprimerie mobile, faute de temps. Accorder un délai supplémentaire aux résidences est cependant difficile à envisager compte tenu des finances de l'association : « *L'idéal serait qu'ils puissent rester un an, mais on ne peut*

**30,4 %**  
des habitants de Hautepierre âgés de 15 à 64 ans sont au chômage (Insee).

**25,8 %**  
des 16-25 ans qui résident dans le quartier ne sont pas scolarisés et n'ont pas d'emplois (Insee).

*pas doubler notre budget* », concède Laurine Sandoval. L'enveloppe est passée de 2000 à 3000 euros de rémunération pour les artistes. À cela s'ajoutent 2000 euros pour le matériel. Horizome reconnaît que « *ce ne sont pas des moyens énormes* », mais les artistes en tirent tout de même une bonne expérience : « *Ces deux mois passés à Hautepierre m'ont ouvert des portes, j'ai ensuite eu beaucoup plus de contacts* », affirme Ayman Hazzouri.

Son passage à Hautepierre a laissé des traces dans l'esprit des habitants et sur les murs du quartier. Marguerite Zouatine, bénévole de l'association et résidente de Hautepierre depuis quatre ans, a été marquée par sa participation au projet du calligraphe : « *Je me souviens de la grande fresque réalisée sur la place Erasme.* » Il s'agit d'une des seules œuvres issues des résidences encore présente, avec les sérigraphies de Nicolas Pasquereau sur les murs de l'école Jacqueline. Le caractère éphémère des autres explique qu'elles sont uniquement visibles sous forme de vidéos ou de photos, conservées par les artistes eux-mêmes ou par Horizome.

**Justine Maurel  
Marie Vancaeckenbergh**



■ **Aucun des quatre élèves de Ayman Hazzouri n'habite à Hautepierre.**

Marie Vancaeckenbergh / CUEI

# Airbnb dans de nouveaux draps

*Pour la première année, le nombre de logements sur la plateforme recule, conséquence d'une réglementation plus strictes des meublés touristiques.*

**E**n 2019, 5 800 logements ont été loués au moins une fois à Strasbourg via le site Airbnb. Un chiffre important mais à relativiser. « *Le cumul de l'offre active en 2019 est en baisse de 3% par rapport à 2018, note Benoit Gangneux, directeur du Pôle observation et évaluation de l'Agence régionale du tourisme du Grand-Est. La tendance est à la stabilisation après de nombreuses années de très forte croissance.* »

## Numero de SIRET obligatoire

Cette inversion de tendance pourrait s'expliquer en partie par l'obligation pour les propriétaires de meublés touristiques de demander un numéro d'enregistrement qui doit désormais figurer sur leur annonce. Celui-ci permet à la mairie de s'assurer que les propriétaires ne dépassent pas la limite de 120 jours de location fixée par la loi Elan de 2018. Au-delà, le statut fiscal d'un particulier est modifié. L'activité devient commerciale et les hôtes sont obligés d'avoir une autorisation de changement d'usage de leur bien, d'habitat privé à touristique. Depuis 4 ans, les nuitées louées sur Airbnb sont également soumises

à une taxe de séjour, qui varie de 0,20 à 4,40 euros selon les catégories d'hébergement reversée ensuite à la Ville. Elle aurait rapporté 620 000 euros à Strasbourg en 2019 et s'inspire de la même taxe valable dans les hôtels.

Cette obligation a poussé certains propriétaires de meublés touristiques à louer leurs biens autrement. C'est le cas de Chloé B., propriétaire d'un deux pièces à l'Esplanade. Elle va arrêter la location touristique, commencée il y a six mois via Airbnb, et rechercher des locataires de longue durée. Selon elle, s'occuper d'un logement Airbnb c'est « *beaucoup de temps pour gagner peu* ». La jeune femme explique que les taxes ajoutées aux charges de son logement et aux réparations nécessaires pour le maintenir en bon état ne lui permettent pas de faire des bénéfices. De plus, ce revenu est devenu imposable. « *J'ai l'impression de tout donner à la ville* », s'agace-t-elle.

Ces mesures font réagir certains hôtes. Delphine H. a rejoint le Club des hôtes strasbourgeois, créé en 2018 pour permettre aux propriétaires de logements Airbnb de partager leurs expériences, de défendre leurs

## 3 543

C'est le nombre d'offres de locations actives sur Airbnb en décembre 2019 à Strasbourg.

intérêts et de s'entraider au sujet de procédures. Le club soulève deux problèmes. « *On est censé déclarer des revenus non commerciaux, mais on est considérés comme des professionnels du tourisme* », dénonce Delphine H. Un sentiment partagé par Marie-Pierre Landaret : « *On est obligé de se déclarer comme une société, avec un numéro de SIRET, par exemple.* » D'autre part, certains membres du club estiment être mal renseignés et reconnaissent ne pas tout comprendre aux taxes et aux normes. Ils reprochent notamment à la municipalité le manque de clarté dans la communication de ses décisions.

## Obtenir l'accord de la copropriété

En décembre dernier, la Ville a annoncé qu'elle comptait demander aux hôtes Airbnb d'obtenir l'accord de leur copropriété pour louer un bien sur ce site. « *On a mis en place plusieurs réglementations sur le meublé de tourisme et il faut encore qu'elles soient renforcées* », argumente Syamak Agha-Babaei, vice-président, conseiller en charge de l'habitat à l'Eurométropole. « *C'est très compliqué d'obtenir l'autorisation d'une copropriété. Je pense que si ça continue, ce sera la mort d'Airbnb dans les prochaines années* », réagit Rosette Attia du Club des hôtes strasbourgeois.

Mais la Ville campe sur sa position. « *On n'est pas contre ceux qui louent une chambre dans leur appartement, mais plutôt contre ceux qui louent un appartement entier, sans y vivre. Ces logements pourraient être consacrés à des familles, des couples ou des étudiants* », reprend Syamak Agha-Babaei. La municipalité vise l'équilibre entre les touristes et les locataires au long cours pour éviter une saturation de Strasbourg, déjà classée comme une « zone tendue », où il est difficile d'accéder à des logements aux loyers souvent élevés.

**Chi Phuong Nguyen  
Alix Woesteland**



Chi Phuong Nguyen / Cuej

■ Marie-Pierre Landaret loue son appartement sur Airbnb depuis trois ans.

# Maires au féminin

*L'Eurométropole compte six femmes sur 33 édiles. De tous bords politiques, elles s'accordent sur les questions de parité.*

Elles ont des visions de la politique différentes, ne siègent pas dans les mêmes groupes à l'Eurométropole mais pourtant, sur les questions de parité, elles se retrouvent souvent. Sur les 33 communes qui composent cette intercommunalité, six sont dirigées par des femmes. À l'exception de l'écologiste Danielle Dambach, toutes se disent sans étiquette.\* Pia Imbs cumule ses fonctions d'enseignante-chercheuse à l'université, son mandat de maire à Holtzheim et siège à l'Eurométropole. Si elle n'hésite pas à se dire ambitieuse, elle pense que la plupart des « femmes s'imposent à elles-mêmes un plafond de verre ».

Selon la maire de Mundolsheim, Béatrice Bulou, « quand on sollicite des femmes pour être sur une liste, elles répondent qu'elles n'auraient jamais osé mais qu'elles en avaient envie. » Cécile Delattre, à la tête d'Oberhausbergen et Pia Imbs se sont engagées pour la première fois en politique aux élections municipales de 2014.

## Cadres ou militantes

Ces femmes ont l'habitude de s'imposer car elles ont des fonctions dirigeantes dans leur vie professionnelle. Ingénieure agronome, Béatrice Bulou travaillait, elle, dans un « domaine technique », où elle a dû « se faire une place ».

Danielle Dambach et Annick Poinignon, respectivement maires de Schiltigheim et de Lampertheim, sont au départ des militantes associatives. Engagées dans leur ville depuis le début des années 2000, elles ont été conseillères municipales avant de prendre la tête de la mairie.

Chacune de ces femmes, à l'exception d'Annick Poinignon, sont les premières maires au féminin de leur ville. Au cours de leurs



politique, la tradition est encore bien ancrée. » En 2020, elle ne se représente pas. Elle s'est engagée auprès de sa famille de ne pas faire plus de trois mandats d'élue.

## Diriger au féminin

Pour Annick Poinignon, les femmes élues sont « davantage à l'écoute et conciliantes. On a moins de certitudes ». Dans le cadre plus solennel de la mairie de Schiltigheim, Danielle Dambach abonde : « Une femme maire, ça change la fonction d'élue. » Elle évoque alors la virilité, voire la brutalité qu'ont cultivées certains de ses prédécesseurs. « Les femmes sont beaucoup moins dans le rapport de force », lance celle qui a siégé dans l'opposition jusqu'en 2018. Pour Christel Kohler-Barbier, élue à l'Eurométropole pour la ville d'Oberhausbergen, plus de femmes en politique permet « une représentation de la société plus juste ».

## Coup de pouce légal

La loi de 2013 qui oblige à la stricte parité sur les listes pour les élections municipales, a été un « coup de pouce légal », selon Christel Kohler-Barbier. Pia Imbs, rejointe par Danielle Dambach, veut aller plus loin : « Il faut légiférer afin que les exécutifs des intercommunalités soient également strictement paritaires ». Actuellement cinq femmes pour 15 hommes forment celui de l'Eurométropole. Annick Poinignon, au contraire, pense que la loi de 2013 suffit car « c'est aux femmes, par leur travail, de s'imposer ». Il faudra attendre le 22 mars et le résultat des élections municipales pour savoir si la société sera mieux représentée à la tête des mairies.

\*Anne-Catherine Weber, maire sortante de Plobsheim, n'a pas souhaité répondre à nos questions.

mandats, elles ont essuyé des attaques personnelles. « On a cherché à toucher à ma famille, on m'a mis des relations sur le dos », dénonce Danielle Dambach. Pourtant, aucune n'estime avoir été victime de remarques sexistes, même si certains propos n'auraient pas été tenus à des hommes. Annick Poinignon se rappelle : « Le jour de l'installation du conseil en 2001, un monsieur conseiller municipal a dit 'Ton mari va manger des plats surgelés'. Elle y repense aujourd'hui à chaque réunion qui s'éternise. Non, je ne veux pas prendre de plats surgelés ! »

Dans son petit bureau, logé dans une aile de la bibliothèque municipale depuis que la mairie de Lampertheim est en travaux, la première magistrate détaille : « Une femme a une deuxième vie, celle de mère en plus d'une vie active. C'est compliqué d'y ajouter une vie

■ De gauche à droite et de haut en bas. Pia Imbs, Béatrice Bulou, Cécile Delattre, Christel Kohler-Barbier, Annick Poinignon, Danielle Dambach

39

femmes sur 100 élus siègent à l'Eurométropole.

Killian Moreau / CUEJ

**Killian Moreau  
Eva Moysan**

# Repas végés : pas que des salades

Depuis novembre 2019, les cantines scolaires doivent proposer un repas végétarien par semaine. Une habitude difficile à prendre pour les enfants.



Amélie Rigo / Cuej

**M**aintenant, ma fille veut devenir végétarienne ! » Sevil est étonnée des nouvelles résolutions de sa fille cadette Ella, 5 ans. Depuis septembre, elle prend chaque semaine un repas sans viande ni poisson à la cantine de son école maternelle. Comme elle, les 18 000 enfants inscrits dans les 46 cantines des écoles maternelles et élémentaires de Strasbourg mangent désormais un menu végétarien hebdomadaire. La loi Egalim pour une « alimentation saine, durable et accessible à tous », en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2019, est passée par là et impose

la mesure pour deux ans, « à titre expérimental ».

Strasbourg n'avait pas attendu pour proposer des menus végétariens à ses élèves. Une formule végétarienne quotidienne a d'abord été mise en place dans les années 1990 pour les élèves volontaires. En 2011, le repas « Bon pour ta planète » sans viande, ni poisson mais avec des produits locaux, bio et équitables, a été imposé à raison d'une fois par mois.

## Le végétarien n'enthousiasme pas tous les enfants

Au gré des mesures, le « végé » est devenu plus fréquent dans les

■ Une partie des fruits et légumes consommés par les enfants de l'Eurométropole provient du grossiste Sodicru, basé à Breuschwickersheim.

restaurants municipaux. Avant même l'application de la loi Egalim, « nous étions sur une moyenne de trois repas végétariens pour quatre semaines », explique Aurélie Legrand, responsable service clients et diététicienne pour la société L'Alsacienne de Restauration. Si bien que la nouvelle mesure n'a pas bousculé le quotidien du fournisseur des cantines strasbourgeoises, tout juste « certains chefs de cuisine ont été formés à la cuisine végétarienne ».

Six mois après son introduction, le repas végétarien hebdomadaire n'est pas un sujet de débat place de l'Île-de-France, dans le quartier

de la Meinau. La plupart des parents interrogés ne sont même pas au courant de la mesure. Les résistances sont pourtant réelles à en croire Michèle Kientz, responsable qualité et diététicienne pour la municipalité : « *Le jour du repas végétarien hebdomadaire, c'est vrai que nous n'avons pas l'adhésion complète des enfants. Il y a davantage de gaspillage alimentaire.* » Aucune étude statistique précise n'a, pour le moment, été menée pour étayer ces propos.

« *Quand vous substituez la viande par autre chose, les enfants s'attendent toujours à avoir quelque chose qui ressemble à de la viande,* reprend Aurélie Legrand. *Les enfants ont quand même encore, comme les adultes, l'idée de la viande dans l'assiette.* » L'Alsacienne de Restauration tente d'y remédier en multipliant les galettes végétales qui ressemblent à des steaks ou des légumes secs en forme de boulettes. « *Il y a vraiment toute une démarche pédagogique à enclencher,* constate Michèle Kientz. *Tous les acteurs éducatifs doivent comprendre les enjeux et les expliquer aux enfants. Leur donner un plat végé sous prétexte que c'est ça et rien d'autre... Non, il faut qu'ils en comprennent le sens !* »

### Des repas 30 centimes moins chers

Du sens, Christine, une habitante du Neudorf, en a mis dans son repas, ce qui a séduit son fils Adam\*, 6 ans, qui mange quotidiennement végétarien depuis son entrée à l'école, il y a trois ans. « *Déjà, à la maison, nous mangeons peu de viande, dans une démarche écologique plus que philosophique. Le repas hebdomadaire à la cantine est un acte citoyen positif pour l'écologie.* » Ce qui n'a pas empêché son aînée Jade\*, 9 ans, de suivre une autre voie. « *Elle trouve qu'il n'y a pas assez de viande* », explique sa maman.

Même constat pour Cathia, à l'Esplanade : « *Ma fille Lexane n'aime pas la viande. Son frère Voltaire lui, me l'impose !* » Les enfants de maternelle et d'élémentaire qui mangent végétarien tous les jours dans les cantines strasbourgeoises représentent seulement 4,5% du total des écoliers inscrits, malgré un prix du repas inférieur de 0,30 euros par rapport aux autres formules.

### Le menu végétarien concurrencé par l'offre halal

Strasbourg se montre exemplaire quant à l'application de la nouvelle loi, tout comme les autres communes de l'Eurométropole. Tous les élèves sont amenés à s'habituer à de nouveaux plats, qui sont parfois inconnus pour eux.

Un problème subsiste néanmoins au niveau des formules d'abonnements disponibles dans les cantines : « *Le végétarien reste aujourd'hui le repas le moins consommé sur Strasbourg parce qu'il y a l'offre halal. Dans d'autres villes de l'Eurométropole, le végétarien vient vraiment se substituer aux produits sans porc et halals* », rappelle Aurélie Legrand. Par défaut, les parents inscrivent donc leurs enfants à l'option végétarienne.

**Arthur Massot  
Amélie Rigo**

\*Les prénoms ont été modifiés

# 75%

des 24 000 élèves scolarisés à Strasbourg sont inscrits au service de cantine.

# 2021

date de la fin de l'expérimentation du repas végétarien hebdomadaire.

## « L'intelligence n'est pas requise pour un braquage »

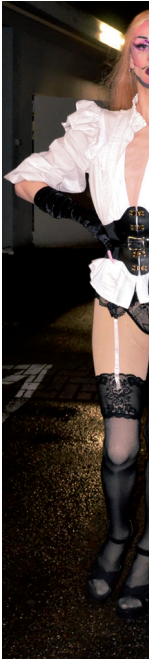
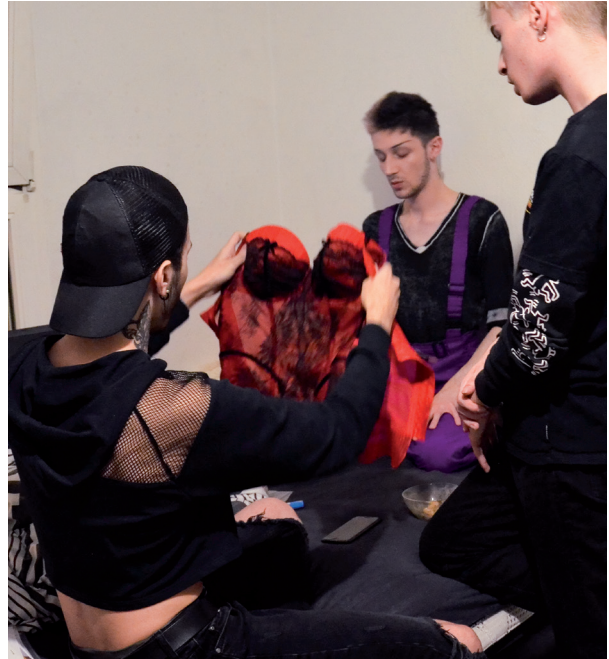
Février a vu les procureurs de la République du tribunal judiciaire de Strasbourg manier l'ironie face aux excuses des prévenus.

**A**u tribunal judiciaire de Strasbourg, les règles protocolaires qui régissent les audiences font planer une ambiance solennelle. Mais, derrière ce sérieux de rigueur, pointent parfois des remarques ironiques et des moqueries railleuses. Sébastien Pompey, procureur de la République, semble avoir fait de ces petites piques sa marque de fabrique. En face de lui, se tient Deniz G. 21 ans, poursuivi pour trafic de stupéfiants à Schiltigheim, et déjà condamné en 2017 pour des faits similaires. « *Je me suis laissé embarquer dans un cercle vicieux. Aller en prison m'a permis de m'éloigner de mes contacts* », plaide le jeune homme en guise d'acte de repentance. « *Enfin, la prison ça a du bon, s'exclame le magistrat, un rien narquois. Mais ne vous inquiétez pas, on va vous sortir de ce cercle vicieux.* » Mutique, le prévenu écope d'un an de prison ferme.

Le procureur de la République, Gueorgui Varbanov, partage la méthode de son collègue. Le 3 mars 2019, Yalain K. 37 ans, multirécidiviste, entre cagoulé et armé dans une station-service de Cronembourg, vole une voiture et s'enfuit avec les 682 euros de la caisse. Puis, pris de remords, il décide d'abandonner son butin et de fuir en Turquie pour s'y faire poser des implants capillaires. « *Ces nouveaux cheveux, c'était un projet de longue date* », souligne-t-il à la barre. Un braquage que le procureur analyse d'un air faussement pédagogue : « *Ce n'est pas parce que vous êtes un bras cassé que vous n'êtes pas un malfrat.* » Et d'ajouter : « *L'intelligence, ce n'est pas une condition requise pour un braquage, vous savez. Les histoires je me fais une beauté capillaire puis je regrette, c'est vulgaire, banal et cynique.* » Déclaré coupable de vol avec violence, le prévenu est condamné à huit ans de prison ferme.

Formules inventives et traits d'ironie résonnent parfois comme une réponse aux excuses loufoques, voire provocatrices formulées par les prévenus. Poursuivi pour avoir déposé une lettre de menaces au commissariat de Haute-pierre, Ibrahim B. 21 ans, avance mollement : « *Le laboratoire s'est trompé* » en retrouvant ses empreintes sur ladite lettre. Peine perdue : le tribunal le condamne à dix mois sous bracelet électronique. Rodrigo V. 24 ans, choisit quant à lui de féliciter le juge pour « *la très bonne question* » qu'il vient de lui poser. Laurent L. 48 ans, poursuivi pour violences conjugales et outrages envers des policiers, reconnaît s'en être pris aux policiers. Car, détaille-t-il, ils l'ont sorti « *comme un mars de son sac de couchage* », alors qu'il dormait sur le pas de la porte de sa compagne, avant de déclarer que « *seul Dieu est juge* ». L'occasion est belle pour Jérôme Lizet, le président de l'audience correctionnelle, de conclure avec philosophie qu'il « *faudra se contenter du bas niveau que le tribunal représente* ». La sentence tombe : dix mois ferme.

**Alix Woesteland**







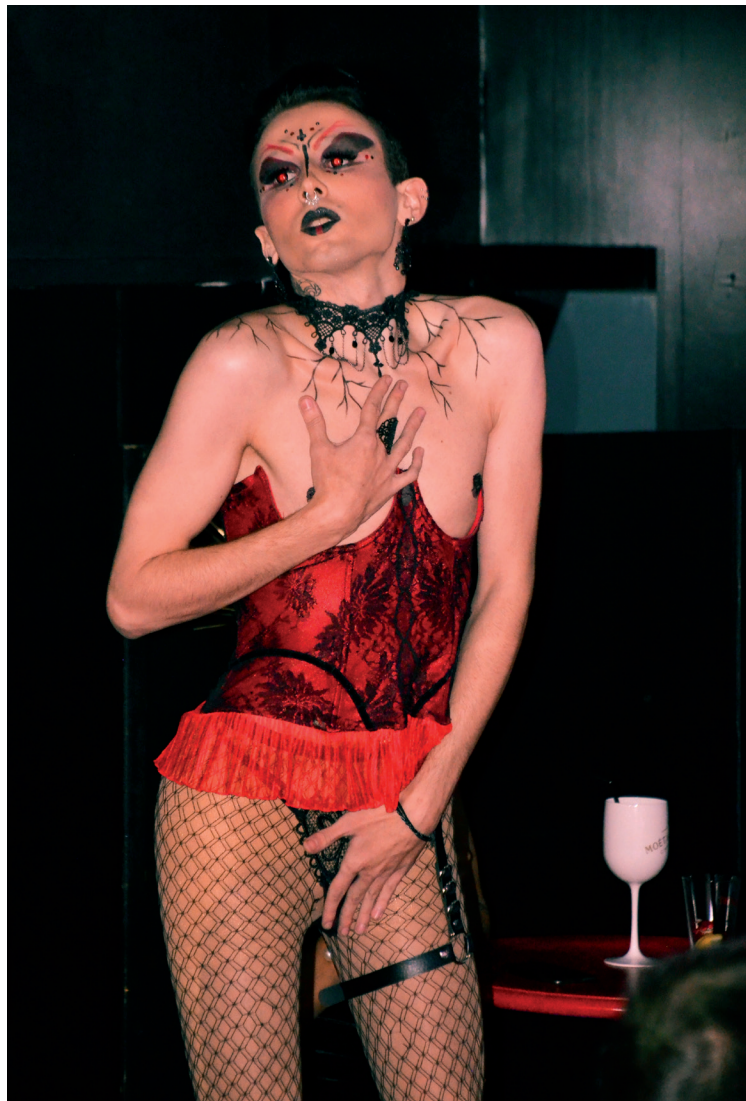
## De Noa à Lady L'hoxa

Il s'appelle Noa ou, certains soirs, Lady L'hoxa. Plus qu'un nom de scène, il s'agit pour lui d'une « double identité » caractéristique de la passion qu'il exerce depuis un an : le drag.

Popularisé dans les années 1990 aux Etats-Unis et une dizaine d'années plus tard en France, le drag consiste à incarner un personnage extravagant, souvent féminin. Ses adeptes le définissent comme un art à part entière, mêlant à la fois maquillages sophistiqués, tenues très élaborées et chorégraphies.

C'est au So Crazy, une discothèque du quartier de l'Esplanade, que ce jeune homme de 19 ans se métamorphose, défile, danse et chante en playback, jusque tard dans la nuit. L'objectif : divertir le public mais aussi remporter la compétition durant laquelle l'apparence, l'humour ainsi que l'énergie sont jugés. Lady L'hoxa forme, avec The Chris Blond et Désirée, deux autres drag-queens, le groupe des Strasdolls. Le trio ambitionne de conquérir la scène drag de Strasbourg, qui compte, pour le moment, une quinzaine d'artistes.

**Texte et photos  
Marie Vancaeckenbergh  
et Achraf El Barhassi**



# Cure d'effectifs à l'Hôtel de ville



Killian Moreau / CUEJ

*Les agents de catégories C payent le plus lourd tribut à la réduction du nombre de postes entamée en 2014.*

**E**n 2014, l'Eurométropole de Strasbourg annonce viser une stabilisation de sa masse salariale et une réduction de ses effectifs de 10%. Six ans plus tard, la masse salariale s'est stabilisée (+0,2%). 268 postes ont, eux, été supprimés entre 2014 et 2018, ce qui représente une baisse de 5,4% en équivalent temps plein. Il est vrai, aussi, qu'en 2017, cinq nouvelles communes ont rejoint l'Eurométropole et que de nouvelles charges ont été transférées par l'État.

## Parer un effet ciseau

À l'époque, rappelle Pierre Laplane, directeur général des services de la collectivité, « l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg étaient confrontées à un effet ciseau », entre une augmentation des charges et une baisse de certaines dotations de l'État. « On a pu restaurer une situation financière très favorable pour la Ville et pour l'Eurométropole », reconnaît-il. De plus, en 2017,

l'Eurométropole a signé un contrat avec le gouvernement pour ne pas augmenter ses dépenses de fonctionnement de plus de 1,2% par an. La baisse des effectifs a emprunté deux axes. D'une part, une classique réduction du nombre de postes : via des non remplacements de départs à la retraite et de maladies longues notamment. Ces suppressions se sont faites sur « des postes vacants uniquement » assure l'Eurométropole. En effet, aucun licenciement n'a été effectué au sein de la collectivité. Corinne Reblaud, déléguée syndicale CGT et employée dans la bibliothèque André Malraux, relève que dans son service, « 21 postes ont été supprimés et 13 ont été gelés en attendant de savoir si on doit les supprimer. Ça fait donc 34 sur les 270-280 postes de médiathèque ». Aux espaces verts, son collègue lui aussi délégué cégétiste constate que, dans son secteur, « onze postes ont été supprimés. Ce sont des agents qui sont partis et qui ne sont pas renouvelés. »

■ **Les effectifs de l'Eurométropole sont passés de 8 369 personnes en 2014 à 8 180 en 2018, vacataires compris.**

D'autre part, certains services ont été externalisés. « On a analysé quelles étaient les fonctions pour lesquelles on était pas aussi performant que le secteur privé. Lorsqu'on s'est rendu compte qu'il y avait des gains à faire pour un niveau de qualité au moins équivalent, alors on a confié des marchés à des entreprises privées », explique Pierre Laplane. Ainsi, le rapport de la Chambre régionale des comptes du Grand Est sur l'Eurométropole de Strasbourg, présenté en 2019, indique qu'en janvier 2018, « 35 écoles sont nettoyées par une entreprise et 77 écoles sont nettoyées en régie ».

## Recours accru aux vacataires

75% des personnels concernés par ces réductions d'effectifs sont des agents de catégorie C, le niveau le plus bas de la fonction publique. Rien de surprenant selon le sociologue de l'action publique Olivier Quéré : « 78% des fonctionnaires territoriaux appartiennent à

**1,029**

en milliard d'euros, c'était le budget de l'Eurométropole en 2018.

la catégorie C (14% catégorie B et 8% sont cadres A). La réduction des effectifs dans la fonction publique territoriale touche donc en premier les fonctionnaires de catégorie C, c'est-à-dire les fractions de la population les moins protégées du chômage. » Certains syndicats y voient aussi une progressive "gentrification" de la fonction publique. « L'Eurométropole de Strasbourg glisse vers le modèle allemand : des cadres titulaires qui suivent des contrats délégués au privé sur un certain nombre de missions », analyse Karim Hadi, secrétaire général de la CGT Eurométropole.

La réduction des effectifs s'est également traduite par un recours accru aux vacataires. Ces agents interviennent sur une durée limitée pour une mission déterminée et sont rémunérés à la tâche. Ils ne bénéficient pas du statut protecteur de la fonction publique territoriale. « C'est le pire des statuts car vous n'avez aucun droit. Le vacataire est juste là pour combler les absences », fustige Catherine Kopp, secrétaire générale de la CFDT. « Ce recours aux vacataires, même sur des postes permanents, montre bien qu'il y a des besoins et qu'on manque de gens », renchérit Karim Hadi. En 2018, ils étaient 1122 vacataires au sein de la collectivité contre 930 en 2015. « C'est transitoire et lié au temps de recrutement ou à des changements dans le mode de gestion. Cela permet

729,3

en millions d'euros, c'est la partie du budget de l'Eurométropole attribuée à son fonctionnement.

56%

du budget fonctionnement de l'Eurométropole est dédié aux personnels.

■ Le service des Espaces verts est l'un des plus touchés par les réductions d'effectifs. 20 postes ont été supprimés, 18 gelés.

d'ajuster le service public», justifie Pierre Laplane. Ce fut notamment le cas des éboueurs où il a fallu, selon lui, faire face à des « difficultés de recrutement ». À en croire plusieurs délégués syndicaux de la CGT, l'externalisation d'une partie des tâches de services public peut créer de la concurrence entre travailleurs. Depuis environ trois ans, dans certains secteurs, les fonctionnaires doivent remplir des tableaux indiquant le nombre d'agents et de moyens employés sur le terrain. Cela servirait, d'après eux, à les comparer avec le prix du privé.

Si, pour l'Eurométropole, ces tableaux sont utilisés uniquement pour évaluer le travail réalisé, certains considèrent qu'ils induisent une transformation de la mission de service public. « On nous fait remplir des tableaux, comptabiliser, ce sont des choses que nous ne faisons pas avant. Nous, on n'a pas à faire de profits, on est là pour apporter des services aux usagers. On a le sentiment que, bientôt, on pourrait nous demander des objectifs à atteindre », affirme Corinne Reblaud.

#### Objectif révisé à la marge

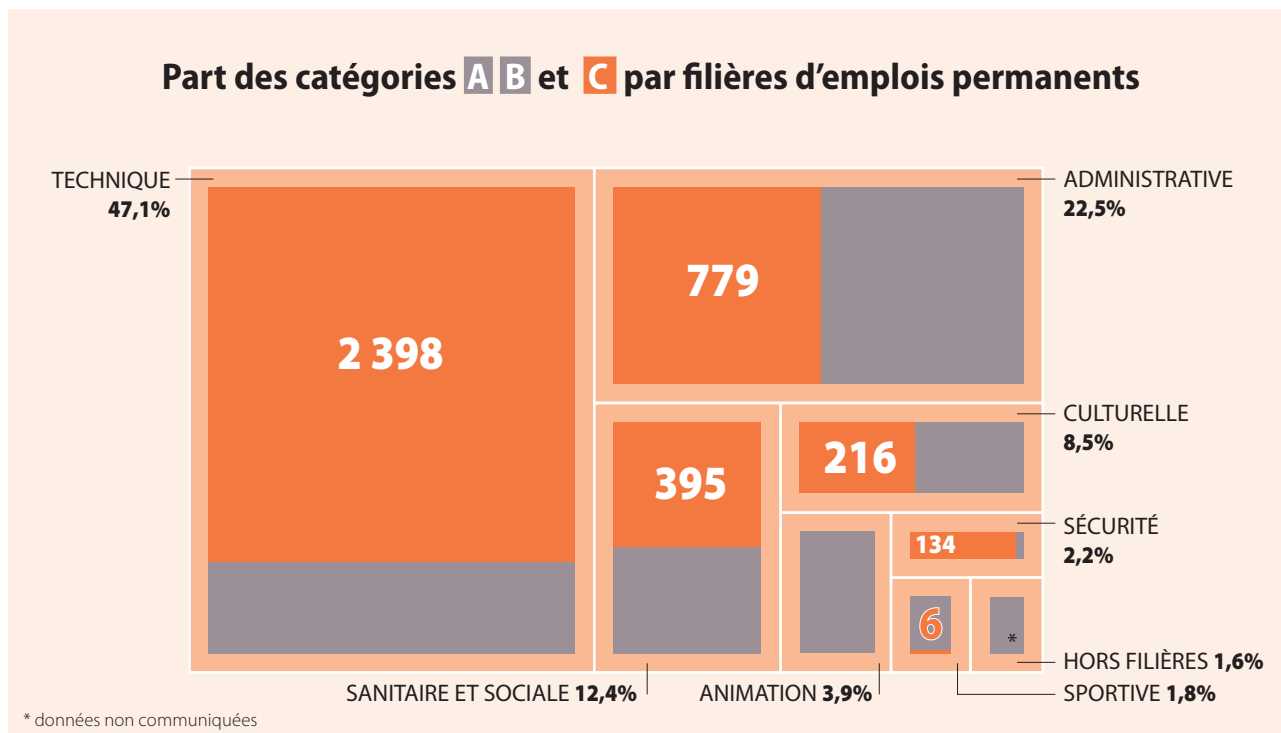
Par ces statistiques, « nous voulons démontrer que ces externalisations préservent la qualité du service public et nous avons donc été plus exigeants dans la mesure de la qualité de nos services », explique Pierre Laplane. Mais les syndicats restent difficiles à convaincre.

« Le service public a un rôle social et permet à tous les citoyens d'accéder à un service quel que soit leur niveau de vie. Ça m'exaspère de voir ce recours à l'entreprise privée, qui est mercantile. Le privé va s'intéresser à ce qui est rentable. En faisant des économies on ne rend pas le même service aux citoyens », regrette Pierre Kuntzmann, président du syndicat Fédération autonome de la fonction publique territoriale (FA-FTP). De fait, les entreprises privées n'ont pas la même vision de leurs missions. « Le nettoyage n'est pas une mission de service public à mon sens », estime Marie-Pia Meyer, responsable de la société Au Port'unes, qui s'occupe du nettoyage dans plusieurs sites de l'agglomération strasbourgeoise. « Nous effectuons des prestations. Je ne vois pas ça comme une délégation de service public », observe également Odile Geldreich, dirigeante de la société CRENO qui effectue des prestations de nettoyage et d'entretien des espaces verts au sein de l'Eurométropole. L'objectif initial d'une baisse de 10% des effectifs a été révisé « à la marge », selon l'Eurométropole, après l'apparition de nouveaux besoins liés au dynamisme et à la démographie de Strasbourg et des communes environnantes. En 2019, 15 postes d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles (ATSEM), les assistants des professeurs, ont ainsi été créés.



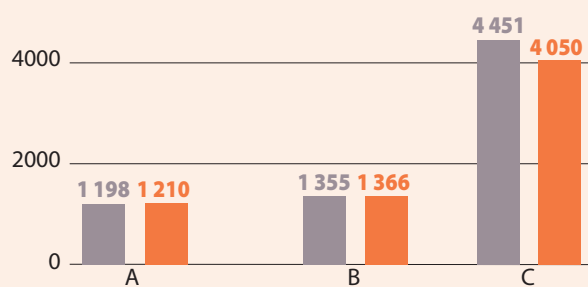
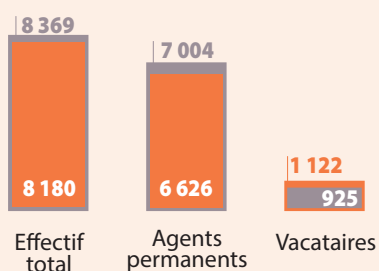
# Catégorie C, principale touchée

Évolution de la masse salariale de l'Eurométropole en millions d'euros



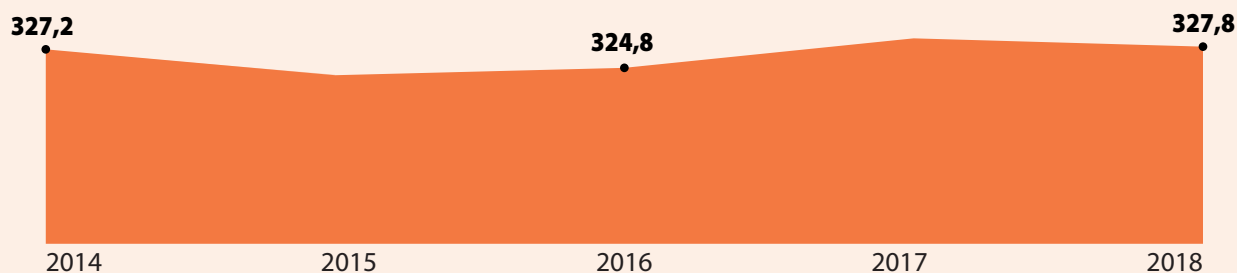
2014 – 2018

Des vacataires en plus grand nombre



2014 – 2018

Répartition des agents par catégories statutaires



# Une restructuration au prix du bien-être

*Menée au nom des économies, la réorganisation des services s'accompagne d'un important coût humain dénoncé par les syndicats.*

**D**ans son Bilan social 2018, l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) note une augmentation des accidents de travail de 25%, passés de 14 236 journées de travail en 2014 à 17 907 en 2018. Sur la même période, les congés pour longues maladies ont connu une hausse de 14%, de 48 750 journées à 55 728. Quant à l'absentéisme, il a atteint 221 800 journées par an contre 235 401 en 2018, soit +5%. Est-ce un hasard si ces indicateurs sont tous en hausse alors que l'EMS supprime des postes sur la même période ? Pierre Laplane, le directeur général des services, ne veut pas y voir de lien de cause à effet. Pour lui, cette augmentation viendrait plutôt d'une meilleure prise en compte des risques psycho-sociaux et des accidents du travail.

## Des charges de travail alourdies

Mais les syndicats interprètent ces chiffres autrement. Selon eux, ils sont liés aux suppressions de postes qui ont entraîné un alourdissement des charges de travail pour les agents de l'Eurométropole. Karim Hadi, de la CGT EMS, donne l'exemple du secteur administratif : « On a vu une augmentation de la charge de travail des agents qui restaient et forcément une dégradation de leurs conditions de travail. » Corinne Reblaub, déléguée syndicale de la médiathèque André Malraux, témoigne : malgré une trentaine de postes supprimés dans les bibliothèques, elle n'a reçu aucune consigne de priorisation des tâches. En conséquence, elle estime ne plus pouvoir effectuer son travail correctement.

Par ailleurs, l'externalisation met en lumière les différences de conditions de travail entre fonctionnaires et salariés du privé. Au service des pneumatiques, les agents publics disposent d'un atelier fermé et chauffé alors que



Juliette Mylle / Cuej

les salariés du privé « ont travaillé sous la pluie, pendant plus de six mois, à l'extérieur. Finalement, c'est parce que des agents de l'Eurométropole ont dénoncé les conditions de travail des salariés du privé que l'EMS s'est sentie obligée de leur mettre une tente », explique un délégué syndical. Catherine Kopp de la CFDT estime qu'on assiste à « deux visions de carrières qui s'opposent : stabilité contre instabilité ». Pierre Kuntzmann (FA-FPT) considère qu'« au sein de la collectivité, les gens s'élevèrent, là-bas ils vont rester au ras des pâquerettes ».

## La clause sociale en débat

Marie-Pia Meyer, responsable d'Au Port'un.es, entreprise d'insertion ayant repris des missions de nettoyage pour le compte de l'EMS, rejette ces allégations et fait observer que ses employés sont formés et accompagnés. Elle ajoute qu'il ne s'agit pas de se servir d'une main-d'œuvre à bas coût. Cependant, même l'entreprise dit faire « du lobbying pour demander une clause sociale plus exigeante » au sein des marchés publics de l'Eurométropole.

**■ Dans l'Eurométropole, 498 agents assurent les différentes missions du service Collecte et valorisation des déchets.**

**28**

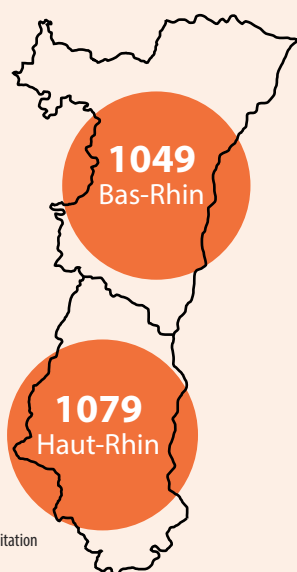
c'est le nombre de postes de catégorie C en moins dans l'année 2018 à l'Eurométropole, contre 11 postes en plus pour les catégories A et B.

Pierre Laplane admet qu'« il y a encore des progrès à faire en la matière ». À savoir rehausser les critères sociaux sur lesquels les entreprises obtiennent un appel d'offre public. Alain Jund (EELV), adjoint au maire de Strasbourg, rappelle que l'externalisation « concerne surtout les femmes, souvent en temps partiel ainsi que les catégories C qui sont précarisées ». « Finalement, les économies sont faites au détriment des travailleurs », dénonce Benjamin, délégué syndical et employé des espaces verts. « Nous, on nous demande de bien baliser le chantier, les agents du privé sont, eux, souvent moins bien protégés », note-t-il.

En réponse aux chiffres du bilan social de 2018, l'EMS a annoncé en février 2019 la création d'un baromètre social en 2020 pour mesurer le bien-être au travail des agents et les effets des suppressions de postes.

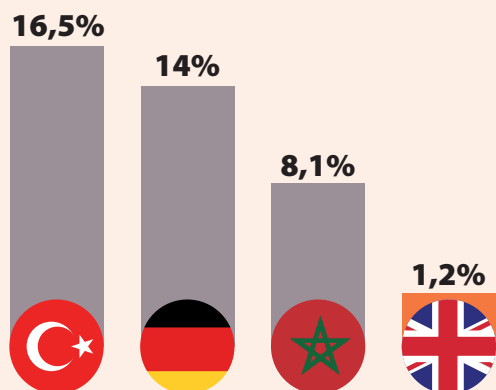
**Dossier réalisé par  
Myriam Mannhart  
Juliette Mylle  
Thibault Nadal  
Cyrielle Thevenin**

Ils étaient  
**147 786**  
Britanniques  
résidant en France  
en 2016  
dont  
**2128**  
en Alsace



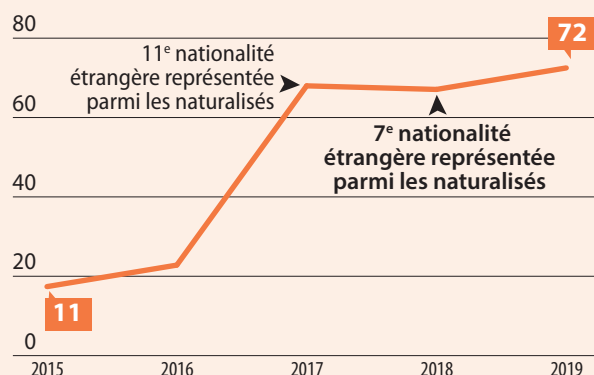
© Cuej Infographies/Source : Insee, RP2016 exploitation principale, géographie au 01/01/2019.

### Les Britanniques 14<sup>e</sup> nationalité dans le Bas-Rhin en 2016



© Cuej Infographies/Source : Insee, RP2016 exploitation principale, géographie au 01/01/2019.

### Les Britanniques naturalisés entre 2015 et 2019 en Alsace (procédure par décret et procédure par déclaration à raison du mariage avec un conjoint français)



© Cuej Infographies/Source : Préfecture du Bas-Rhin

## L'heure des comptes pour les Britanniques

Le 31 janvier dernier, le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne à la suite du référendum sur le Brexit du 23 juin 2016. Ce divorce a des conséquences directes sur les ressortissants britanniques qui vivent en France, notamment sur leur droit de vote. Désormais radiés des listes électorales, ils ne peuvent plus voter ni se présenter aux élections municipales françaises qui ont lieu les 15 et 22 mars. Autre effet, un nombre croissant de citoyens d'outre-Manche résidant

dans l'Hexagone demande la nationalité française pour conserver la citoyenneté européenne. Pour les étudiants britanniques qui souhaitent postuler dans les prochains mois au programme Erasmus+ rien ne change jusqu'au 31 décembre, date prévue de la fin des négociations entre Londres et Bruxelles sur leur relation future. La suite dépendra de l'accord qui sera signé.

**Achraf El Barhassi**  
**Justine Maurel**

**134**

étudiants britanniques sont inscrits à l'Université de Strasbourg en 2019-2020



### Les cursus les plus suivis



L'étudiant britannique type inscrit à l'Unistra



© Cuej Infographies/Source: Direction des relations internationales de l'Université de Strasbourg.

# Port aux pétroles, un voisin sous surveillance

Sept entreprises classées Seveso constituent le site industriel à la Robertsau. Après Lubrizol, de nouvelles mesures de sécurité ont été prises pour prévenir tout accident.

Le 26 septembre 2019, un incendie se déclare dans l'usine classée Seveso de Lubrizol, au cœur de Rouen, formant au dessus de la ville un panache de fumée noire de 20 kilomètres. À Strasbourg, au nord du Port autonome, à environ 150 mètres des premières habitations du quartier de la Robertsau, sept entreprises forment le Port aux pétroles où sont stockés des produits pétroliers, des gaz, des produits chimiques et des déchets industriels. Regroupées sur le même site, ces sociétés industrielles sont classées « Seveso seuil haut » et font l'objet d'une surveillance renforcée. Elles doivent disposer d'un plan d'urgence en cas d'accident.

## 10% de contrôles inopinés

« Au Port aux pétroles, en 2019, nous avons fait en moyenne un contrôle et demi par site Seveso, visites et contrôles inopinés confondus », explique Pascal Lajugie, responsable de l'unité départementale du Bas-Rhin de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL). Lors de chaque visite, les inspecteurs passent en revue des points précis de sécurité. « Le 18 novembre, nous avons contrôlé la compatibilité des produits stockés les uns à côté des autres chez Rubis Stockage », poursuit-il. Représentant 10% des inspections, les contrôles inopinés sont plus rapides que les visites. « Par exemple, on se rend sur le site et on demande à l'équipe d'astreinte d'intervenir pour



Amélie Rigo / Cuej

■ Les produits stockés arrivent en train et en péniche au Port aux pétroles construit en 1927.

chronométrer leur temps d'intervention », détaille Pascal Lajugie.

Depuis la catastrophe de Lubrizol, de nouvelles mesures de prévention et de gestion des risques ont été prises par l'État. Le 11 février, Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire, a dévoilé un plan d'action. Il est prévu une augmentation moyenne de 50% au niveau national des inspections des sites industriels à risques, y compris des entreprises Seveso, d'ici à 2022. « En terme de contrôles, avec 394 visites par an des sites industriels à risques dans le Bas-Rhin, nous sommes déjà au dessus du seuil national fixé à 264 », précise Pascal Lajugie. L'objectif de 420 visites fixé dans le département par le gouvernement se traduira donc que par une légère augmentation.

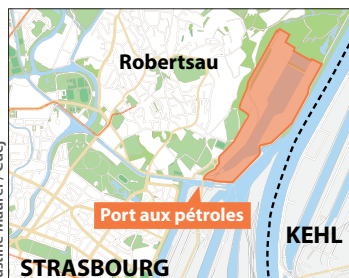
## 2000

C'est le nombre de personnes évacuées en cas d'accident selon le Plan d'évacuation d'urgence.

du site qui compile l'état des stocks. Le serveur informatique, s'il est au milieu du site et qu'il brûle, n'est plus accessible et c'est justement ce qui avait péché à Lubrizol, explique Pascal Lajugie. Dans le cas du Port aux pétroles, seul Rubis Stockage, où les produits chimiques entreposés peuvent varier, a fait l'objet d'une visite. « Les stocks des pétroliers mono-produit ne sont pas concernés puisque peu importe la quantité, « en cas d'intervention, on imagine toujours le pire ».

Cependant, aucun changement majeur concernant les entreprises pétrolières classées Seveso n'a été décidé par l'État. « Les exigences dans ce type d'industries sont phénoménales », rappelle Alain Bucher, expert en risques industriels à Alsatec, à Mulhouse. Pour lui, « il ne faut pas avoir peur de ces entreprises, mais plutôt des autres industries où on n'envisage pas qu'il y ait un risque et qui bénéficient d'une surveillance moindre ». Le 25 mars à Paris, une réunion ministérielle est prévue avec les responsables départementaux de la DREAL. Elle peut être l'occasion d'annoncer de nouvelles mesures de sécurité.

**Romain Cazé**  
**Amélie Rigo**



Justine Maurel / Cuej

## Pas de nouvelle mesure pour les entreprises pétrolières

Lubrizol a aussi pour conséquence d'imposer une nouvelle norme de sécurité aux exploitants. « Nous nous assurons de pouvoir connaître en temps réel les types de produits et les quantités stockés. Les exploitants doivent maintenant avoir un serveur informatique en dehors

## PPI

Plan particulier d'intervention. Il organise les moyens de secours en cas de problèmes.

# Sans rage dans la cage

Paul-Emmanuel Gnaze pratique le MMA (Mixed Martial Arts) depuis deux ans. Un sport exigeant qui le fait progresser au physique et au mental.

La fin de l'entraînement approche dans le ring en forme d'octogone de Factory 84, à Illkirch-Graffenstaden. Les gouttes de sueur coulent sur le front de Paul-Emmanuel Gnaze, après deux heures d'activité. Regard noir, il enchaîne les coups secs dans les poings de son entraîneur, pour un ultime exercice. Puis, au bout de l'effort, il clôt son entraînement de Mixed Martial Arts (MMA), un sport de combat mêlant frappes et lutte. L'Ivoirien de 27 ans a commencé la discipline il y a deux ans, mais son intérêt n'est pas nouveau. « *Quand j'étais au lycée, je regardais déjà des vidéos de MMA avec un ami* ». Après plusieurs années de football, il a fini par se lancer : « *Un collègue de travail était instructeur de MMA. On en a parlé et j'ai débuté grâce à lui.* »

Au lycée, Paul-Emmanuel Gnaze pensait que « *l'unique envie des combattants était de casser la gueule de leur adversaire* ». Il explique avoir pris conscience de la réalité du sport en enfilant les gants. « *Ce qui m'a surpris pendant le premier entraînement, c'est l'absence totale de violence. Nous ne sommes ni des voyous, ni des brutes épaisses* ». Et, avec un peu plus d'expérience, ce sentiment s'est renforcé. « *Il n'y a aucune amertume, aucune rancœur dans la cage. Le lendemain de mon second combat (gagné par K.O. au bout d'à peine 17 secondes), mon adversaire m'a ajouté sur Facebook. Il m'a invité à le tenir au courant si je passais dans sa région* », vers Cognac. Son entourage était pourtant réticent au moment de le voir entrer pour la première fois dans une cage. « *Ma copine était sceptique lorsque j'ai commencé l'entraînement, s'amuse-t-elle. Quand je lui ai annoncé que j'allais combattre, elle a tiré la tête. Finalement, elle est venue me voir et a été rassurée.* » Son employeur, au courant de sa pratique, est aussi satisfait des bénéfices qu'il en tire. « *Ma*



Paul-Emmanuel Gnaze n'a jamais mené de combat officiel en France, car les compétitions y sont encore interdites.

responsable m'a dit que j'avais plus confiance en moi depuis que je faisais du MMA, notamment lorsqu'il fallait défendre mes idées. Ce sport est une leçon de vie. »

## Des combats à Bâle

« Paul », comme ses collègues sportifs le prénomment, a disputé deux combats jusqu'à présent. À Bâle, il s'est imposé en janvier 2019 par décision des juges et a récidivé avec le fameux K.O. quatre mois plus tard. Il n'est pas remonté dans la cage depuis. En attendant de trouver l'affiche parfaite, son entraîneur Raphaël Berthet s'affaire à former le poids lourd. « *Paul-Emmanuel a un énorme potentiel, une qualité d'écoute et de remise en question mais surtout une incroyable éthique de travail, félicite-t-il. On ira loin si on continue de bosser comme on le fait.* » Son coéquipier favori, Florian Bergeret, est également séduit. « *Il est très pédagogue et m'apprend beaucoup. Il s'adapte toujours au niveau de son adversaire, donc je progresse aussi.* »

La légalisation prévue des compétitions de MMA en France cette année ne devrait pas affecter la suite de sa carrière. Paul-Emmanuel Gnaze continuera son métier d'ingénieur en informatique pour lequel il estime « *ne pas avoir la tête de l'emploi* » à cause de son 1,93 m et de ses 105 kg. Bien qu'il ait le statut de combattant professionnel en Suisse, les gains qu'il tire de ses performances sont minimes : « *J'ai touché quelques centaines d'euros pour mes deux victoires.* » Roxana Maracineanu, ministre des Sports, a annoncé que des licences professionnelles devraient être distribuées à partir de septembre 2020. En attendant, Paul-Emmanuel Gnaze devrait remonter dans la cage, « *fin avril si tout va bien* », glisse-t-il. Objectif : progresser pour rejoindre un jour les rangs de l'Ultimate fighting championship (UFC), la division star en MMA.

Quentin Griebel  
Arthur Massot

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

4 rue Blaise Pascal  
CS 90032  
67081 Strasbourg  
Cedex  
Tél : 03 68 85 83 00  
www.cuej.unistra.fr  
www.cuej.info

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Christophe Deleu

ENCADREMENT :  
Pascal Bastien,  
Émilie Coquard,  
Catherine Daudenhan,  
Alain Peter

RÉDACTEUR EN CHEF :  
Quentin Griebel

ICONOGRAPHIE :  
Killian Moreau

RÉALISATION :  
Romain Cazé  
Achraf El Barhassi  
Quentin Griebel  
Myriam Mannhart  
Arthur Massot  
Justine Maurel  
Killian Moreau  
Eva Moysan  
Juliette Mylle  
Thibault Nadal  
Chi Phuong Nguyen  
Amélie Rigo  
Cyrielle Thevenin  
Marie Vancaeckenbergh  
Alix Woesteland

PHOTO DE UNE :  
Juliette Mylle

IMPRESSON :  
Imprimerie de l'Université de Strasbourg.  
ISSN 2268-7602.